



Conférence thématique :

L'action internationale comme politique publique : le pari des villes latino-américaines

Lundi 4 juillet 2016 – 14h30 – 15h45

Présidents de séance

Christophe Katsahian, Délégué adjoint pour l'Action extérieure des collectivités territoriales du Ministère des affaires étrangères et du développement international (DAECT-MAEDI)

Aurélien Lechevallier, Directeur des relations internationales de la Mairie de Paris (représenté par Monsieur **Jean-Yves Camus**, Chef du pôle diplomatique de la Délégation générale aux relations internationale de la Mairie de Paris)

Rodrigo Perpetuo, Secrétaire des affaires internationales du gouvernement de l'Etat de Minas Gerais, Brésil.

Les intervenants

Eugene Zapata Garesché, Coordinateur Général du projet AL-LAs, Conseiller International, Direction du Gouvernement de la Ville de Mexico, Mexique

Stephania Aleixo de Paula e Silva, Secrétaire Municipale Attachée aux Relations Internationales, Mairie de Belo Horizonte, Brésil

Jaime Salinas, Conseiller, Président de la Commission de Coopération et des Relations Internationales, Municipalité Métropolitaine de Lima, Pérou

Maria Luisa Zapata Trujillo, sous-directrice Gestion de connaissance, Agence de Coopération et Investissement de Medellin et de l'Aire Métropolitaine, Colombie

Nelson Fernández, Directeur de la Division Relations Internationales et Coopération, Mairie de Montevideo, Uruguay

María Lorena Ponce Hernández, Conseillère de Coopération Internationale, Municipalité du District Métropolitain de Quito, Equateur.

Animation de séance :

Frédéric Deshayes, président de l'ARRICOD, Responsable Développement International, Direction Attractivité Développement Innovation, Ville de Romans.

Monsieur Frédéric Deshayes, président de l'ARRICOD, Responsable Développement International, Direction Attractivité Développement Innovation de la Ville de Romans introduit la conférence en souhaitant la bienvenue aux participants. Il présente la table ronde comme rassemblant des représentants de collectivités territoriales d'Amérique latine qui sont regroupées au sein du programme AL-LAs qui sera présenté dans la conférence. L'Association de professionnel-le-s de l'action européenne et internationale au sein des collectivités territoriales françaises (ARRICOD) que Monsieur Deshayes préside a été membre observateur de AL-LAs sur sa première phase, entre 2013 et 2016, et il considère que ce programme est intéressant et innovant et qu'il peut apporter beaucoup aux collectivités territoriales françaises. Le projet a permis de développer des méthodologie et de mettre en place des opérations pilotes très intéressante pour l'ensemble des collectivités territoriales.

Monsieur Christophe Katsahian, Délégué adjoint pour l'action extérieure des collectivités territoriales du Ministère des affaires étrangères et du développement international (DAECT-MAEDI) est le premier président à prendre la parole, pour introduire les débats. Vu de la DAECT-MAEDI, Monsieur Katsahian souhaite présenter 3 points pour recadrer la coopération entre les collectivités territoriales de France et d'Amérique latine. Cette coopération est une coopération :

- 1) Hors champs : à partir des années 1980, les collectivités territoriales se sont investies dans l'ancien territoire colonial, et l'Amérique latine n'était donc pas une terre de rencontre évidente. La coopération s'y est développée après l'engouement pour l'Afrique. En plus de ça, la barrière linguistique et la distance ont été des facteurs qui ont contribué à ralentir l'essor de la coopération décentralisée entre la France et l'Amérique latine. Pourtant, il existe une tradition francophile et francophone en Amérique latine, et des échanges enracinés depuis le XVIII^{ème} siècle ont contribué à l'essor de la coopération décentralisée.
- 2) Récente : qui s'est développée largement du fait de la volonté politique des gouvernements français et de certains gouvernements latino-américains qui, à la fin des années 2000, début des années 2010 ont mis en place des appels à projets conjoints dans lesquels les deux parties soutiennent leurs collectivités respectives dans des projets de coopération divers et variés.
- 3) Avec une dimension partenariale : alors que de nombreuses coopérations dans d'autres pays ont parfois eu une dimension unilatérale avec la collectivité française comme maître d'œuvre, la coopération France-Amérique latine se caractérise par sa dimension partenariale. Les collectivités établissent et financent à parité des projets de coopération. La coopération est vaste, en particulier au Mexique et en Argentine avec de nombreux appels à projets, même si les derniers ont parfois eu du mal à mobiliser que ce soit pour des raisons françaises (difficultés financières et budgétaires) mais aussi pour des raisons latino-américaines (manque de continuité dans la gestion des coopération qui a pu nuire à la continuité des coopérations).

Les coopérations entre la France et Amérique latine sont donc des coopérations qui, malgré la distance, fonctionnent bien.

Monsieur Rodrigo Perpetuo, Secrétaire des affaires internationales du gouvernement de l'Etat de Minas Gerais, Brésil, a salué l'ensemble des intervenants et souligné la présence brésilienne avec Sao Paulo ainsi que l'ambassade du Brésil. Pour introduire, son propos il souligne que sa présence en tant que président s'inscrit dans deux perspectives :

- les bonnes relations que l'Etat de Minas Gerais entretient avec la France à la fois avec son partenaire : la Région Hauts-de-France et avec le gouvernement français

à travers l'Agence Française du Développement (AFD), mais aussi par les liens historiques du gouverneur de Minas Gerais, Monsieur Fernando Pimentel qui est l'un des fondateurs de la coopération décentralisée France-brésil qui a commencé notamment par l'année de la France au Brésil en 2005-2006.

- son rôle de co-président de la plateforme AL-LAs (Alliance euro-latino-américaine de coopération entre villes).

Depuis ces deux perspectives, il souhaite présenter le contexte pour pouvoir penser l'action internationale des collectivités territoriales comme politique publique et d'autre part les principaux messages que le travail de AL-LAs sur les deux ans et demi a permis de présenter.

Le monde traverse un moment d'inflexion appelé Agenda post-2015, et des décisions importantes vont avoir un impact sur la façon de mettre en place des politiques publiques. Il souhaite souligner trois cadres dans ce contexte connu, mais qui permettent de réfléchir au niveau de l'action internationale des collectivités territoriales :

- 1) La déclaration finale de la COP 21 de Paris qui donne un rôle différent, avec plus de participation aux collectivités territoriales et aux villes en matière de lutte contre le réchauffement climatique et pour le développement durable.
- 2) L'inflexion des Objectifs du Millénaire (ODM) qui sont devenus les Objectifs du Développement Durable (ODD) qui donnent aussi un rôle différent aux collectivités territoriales, un rôle qu'elles n'avaient pas à la table mondiale, qui n'était pas le leur dans le système international.
- 3) Le troisième se déroulera en octobre, et Madame Lorena Ponce représente la ville de Quito, siège de la conférence Habitat qui a lieu tous les vingt ans et permettra de mettre en débat les directives en matière de politiques urbaines pour le monde pour les 20 prochaines années et qui bien sûr implique les collectivités territoriales d'une façon jamais vue.

Nous sommes à un moment où les collectivités territoriales, qu'elles aillent ou non aux conférences, sont intégrées aux processus de décision du système international. Cela signifie un changement dans le système international qui doit encore parcourir une longue route mais commence à évoluer en passant d'un système *topdown* à un système multi-niveau. L'effort à faire est changer la façon dont le système international perçoit

les collectivités territoriales. Actuellement les collectivités territoriales sont perçues comme un groupe d'intérêt comme les ONG. L'effort qu'il faut faire c'est que les collectivités territoriales soient perçues comme les acteurs politiques qu'elles sont, que ce soit dans la formulation des accords, ou dans leur mise en place. Pour présenter rapidement les leçons de AL-LAs, sans s'y attarder ici puisque les intervenants vont présenter ce que sont les leçons d'AL-LAs car ce sont des expériences très avancées de pratiques internationales comme politique publique, Monsieur Perpetuo souligne six points à mettre sur la table pour penser le débat :

- 1) La nécessité, comme le disait Monsieur Christophe Katsahian, d'avoir une volonté politique. Un maire, un gouverneur, s'il n'a pas de volonté politique, jamais la collectivité territoriale ne va avoir d'action internationale pensée comme un politique publique mais répondra à des invitations en fonction de ressources ou de budget pour faire ses actions internationales. Cela est très loin d'être ce qu'on appelle une politique publique.
- 2) Le cadre juridique et institutionnel : avoir des relations internationales comme politique publique implique de transformer le cadre juridique et institutionnel pour ne pas avoir un environnement qui se résume à un cycle politique mais soit quelque chose de durable et que la société locale s'approprie.
- 3) La nécessité d'inclure dans les instruments de planification de leurs territoires l'action internationale comme un thème transversal. Et donc inclure les relations internationales comme une stratégie de gouvernement et la percevoir comme un instrument de développement local. A partir de là définir les thèmes et les formes de la pratique des relations internationales comme une politique publique.
- 4) L'importance d'un budget adéquat et d'une équipe professionnelle pour mettre en place une politique internationale.
- 5) Prendre en compte le principe démocratique et faire la stratégie et la politique de relation internationales de façon participative en dialoguant avec toute la société civile organisée.
- 6) Développer des instruments de mesure, de transparence et d'évaluation de la politique pour qu'elle puisse être améliorée.

Ces points sont des points importants à mettre sur la table du débat pour parler de l'action internationale comme politique publique.

Monsieur Frédéric Deshayes remercie Monsieur Perpetuo pour cette introduction et ces points qui sont une bonne façon d'introduire la vidéo qui reprend les grands traits du programme AL-LAs.

VIDEO AL-LAs

Monsieur Eugene Zapata Garesché, Coordinateur Général du projet AL-LAs, Conseiller International, Direction du Gouvernement de la Ville de Mexico, Mexique est invité par le modérateur à prendre la parole. Il commence par remercier CUF pour l'invitation à ce rendez-vous incontournable de l'action internationale des collectivités territoriales en France, à Paris. Il confirme que AL-LAs a initié une nouvelle façon de voir l'action internationale et a construit cette vision ces dernières années. L'action extérieure ne se limite pas à la coopération ni aux échanges technique ou à chercher un appui financier qui représente, pour AL-LAs, une toute petite partie de la place qui doit revenir aux maires dans le monde. Pour les membres du projet AL-LAs, l'internationalisation est le mot qui reflète le mieux la tâche de mise en place d'une politique de relations internationales parce que la coopération réduit à des thèmes d'échanges voir, dans certains cas, d'aide ce qui a été le point de sortie des collectivités territoriales dans le monde.

Donc, avec cette vision plus large d'internationalisation et répondant à ce que disait le représentant du MAEDI dans son introduction, AL-LAs soutient que le plus important est de donner de la durabilité et du long terme à ce qui se fait en dehors des pays et avec les acteurs extérieurs. AL-LAs partage le diagnostic fait par Monsieur Katsahian puisque l'Alliance est née de cette faiblesse quand il a été remarqué que les des moments phares de coopération internationale des collectivités territoriales en Amérique latine s'éteignaient quand le maire et/ou le fonctionnaire en charge s'en allait. Après avoir passé dix ans à observer le phénomène de la coopération internationale municipale en Amérique latine, certains acteurs se sont rendu compte qu'absolument aucune ville, ce qui inclus des villes comme Rio de Janeiro, Montevideo, Quito, Lima, Medellin, la ville de Mexico, qui sont présentes ici, aucune ne s'était dotée d'une politique publique de relations avec le monde. AL-LAs a donc élaboré une stratégie dont Monsieur Rodrigo

Perpetuo a bien détaillé 6 idées de AL-LAs pour la politique publique. Selon Monsieur Zapata, AL-LAs a réussi quelque chose qui n'était pas imaginé. Pour vous parler du cas de la ville de Mexico, qui ne sera plus, rappelle Monsieur Zapata, un district fédéral, dans les prochains mois, et qui ne s'appelle déjà plus Mexico DF mais maintenant Ville de Mexico (*Ciudad de México*, CDMX). Mexico est sur le point d'adopter, pour la première fois dans l'histoire, une Constitution politique pour la ville. Grâce aux échanges que réalisés dans le cadre du projet, des dialogues avec les citoyens ont été organisés : les « Dialogues pour une ville globale », avec des entretiens à des universitaires, des fonctionnaires, des chefs d'entreprises, des leaders d'opinion, des artistes, tout type d'acteurs afin de voir comment Mexico devait envisager sa place dans le monde.

Un livre il y a à peine un mois : La ville de Mexico dans le monde, vers une politique publique d'action internationale (*La ciudad de Mexico en el mundo, hacia una política pública de acción internacional*). La ville est en train d'adopter les recommandations générales pour convertir l'internationalisation en une politique publique que Monsieur Perpetuo donnait en introduction, afin de rédiger sa proposition d'article pour la Constitution. L'article n'a pas encore été adopté puisque la Constitution commencera à être débattue par les députés de l'assemblée à partir du 15 septembre prochain et devrait être formellement adoptée le 5 février 2017. Cependant, le maire de la ville a déjà fait une proposition pour doter d'une sécurité juridique les relations internationales de Mexico. La proposition d'article est la suivante :

« La ville de Mexico se dotera d'une stratégie d'action internationale basée sur les principes de solidarité, hospitalité, coopération horizontale et coresponsabilité des solutions aux problèmes de l'humanité. Dans son action internationale, le gouvernement de la ville de Mexico réalisera des activités sur les thèmes de sa compétence et juridiction en respectant toujours les principes établis dans la Constitution des Etats Unis mexicains et en respectant les principes de politique extérieure de la Nation. »

Si cet article est adopté par les députés constituants de la ville de Mexico le 5 février 2017, ce serait historique : pour la première fois une ville se doterait d'une sécurité juridique qui va plus loin qu'un gouvernement en mandat, qui va plus loin qu'une volonté politique d'une force électorale et qui se baserait sur les principes que Monsieur Perpetuo :

- 1) Une révision du cadre légal : la ville se doterait d'une institutionnalité pour ses affaires internationales qu'elle n'a pas aujourd'hui, avec la proposition de création de la fonction de Conseiller international du Maire qui aurait des compétences équivalentes à celle d'un ministre des affaires étrangères de la ville.
- 2) Des facilités financières : il n'est pas possible de faire de la politique sans ressources financières. La ville de Mexico considère qu'il y a un pari à faire avec le secteur privé qui a beaucoup d'intérêts à ce que sa ville ait une place dans le monde, qu'elle soit attractive pour le tourisme, l'investissement, la culture. La ville pense donc que le secteur privé va accompagner ce processus en créant un outil financier pour l'internationalisation de la ville de Mexico.
- 3) L'appui de la société civile : c'est là l'un des grands apprentissage de AL-LAs, comme Monsieur Perpetuo le mentionnait, selon lequel les relations internationales ne sont pas un sujet exclusif des autorités. Les universitaires, les chefs d'entreprise, les acteurs, les artistes, les restaurateurs sont plus internationaux et plus actifs que les fonctionnaires de la ville qui souhaite donc construire un espace qui s'appellera « Dialogues pour une ville de Mexico globale » et permettra de construire en permanence avec les citoyens, la stratégie de la ville vers l'extérieur.
- 4) Communiquer et sensibiliser : éléments très importants, et les villes présentes ont aussi fait un effort sans précédent pour démontrer aux citoyens pourquoi il est important d'avoir une place dans le monde. Les gens ne comprennent pas pourquoi le maire voyage et doit avoir relations avec le monde. Pourtant, aujourd'hui tout ce qu'il se passe en Irak, en Floride, au Bataclan, ou encore en en Corée importe à tous ici, il faut donc démontrer aux citoyens pourquoi il est important que cette politique publique soit formelle.
- 5) La stratégie doit avoir un point central : il faut définir des priorités. AL-LAs commence cet exercice de définition des stratégie dans cette seconde phase : avec quelles régions du monde travaille ? ; sur quels thèmes ? ; et avec quels motifs ?

Cette expérience de la ville de Mexico n'a pas été rendue publique dans beaucoup d'événement. L'article évoqué a été présenté au Sénat de la République deux semaines auparavant et y sera à nouveau présenté le lundi suivant en espérant qu'il soit adopté afin

de matérialiser ce qui, pendant un moment, a été un rêve de AL-LAs qui a été un appui important pour sauter le pas.

Le modérateur remercie Eugène Zapata de la présentation de cet élément important et presque révolutionnaire de l'action internationale des collectivités territoriales. Il souligne que la ville de Mexico est aussi un acteur particulier des collectivités locales puisque c'est l'une des plus grandes villes du monde, donc ce que Mexico fait peut avoir valeur d'exemple pour l'ensemble des collectivités et les grandes métropoles mondiales, donc que son cheminement est important et doit être suivi de près.

Le modérateur présente **Monsieur Jean-Yves Camus**, Chef du pôle diplomatique de la Délégation générale aux relations internationale de la Mairie de Paris, qui représente Monsieur Aurélien Lechevallier.

Monsieur Jean-Yves Camus souhaite, au nom de la municipalité de Paris, la bienvenue dans la capitale française et en particulier au Palais des Congrès représentatif de l'attractivité de Paris puisqu'il accueille depuis plusieurs années des salons et conférences de portée internationale et de très haut niveau. Monsieur Jean-Yves Camus se dit heureux d'accueillir ici la conférence puisque la mairie développe depuis quelques années sa coopération au point d'avoir signé une soixantaine d'accords de coopération avec des villes du monde entier, pour la plupart des villes capitales et depuis maintenant deux ans, sous la mandature de Madame Anne Hidalgo, une impulsion est donnée aux liens avec l'Amérique centrale et l'Amérique du sud. La nouvelle maire est hispanophone, connaît le monde hispanophone et y attache une importance particulière : elle s'y est déplacé et continuera de le faire encore cette année. La ville de Paris a en commun des sujets à approfondir, dont le premier est le réchauffement climatique puisque la ville de Paris a organisé un *side event* lors de la COP 21 : le sommet des 1000 maires. La mairie travaille aussi sur des sujets relatifs à l'inclusion sociale, elle a également la possibilité d'accompagner un certain nombre de projet de développement grâce aux accords de coopération et à l'action de différentes direction de la mairie qui sont très actives y compris au niveau international.

Monsieur **Frédéric Deshayes** exprime qu'en tant qu'observateur de AL-LAs pour la première phase, l'un de ses regrets à chaque atelier de l'alliance était l'absence de ville française, notamment les grandes villes comme Paris Lyon ou Marseille qui y auraient eu toute leur place. Il souligne que l'intégration de la mairie de Paris à l'Alliance est une bonne chose pour y représenter les villes françaises mais aussi profiter de l'expérience de AL-LAs.

Le débat avec l'ensemble des participants à la table ronde doit permettre de continuer cette réflexion autour des questions suivantes :

- L'action internationale d'une ville ou d'un territoire est-elle une compétence exclusive de la collectivité ?
- Comment construire une stratégie internationale de façon participative et sur le long terme ?
- Comment innover la communication et la sensibilisation citoyenne sur l'importance des relations internationales et la coopération décentralisée ?

La première thématique de questionnement porte donc sur la manière de développer une action internationale d'une collectivité : Qui doit décider de l'orientation de l'action ? Seulement l'exécutif ? Le conseil (municipal, départemental, régional), les élus, le gouvernement local ? Ou bien doit on élargir le panel ? Est-ce que l'action internationale doit être uniquement le fruit de la réflexion de la collectivités territoriales ?

Sur ce thème, **Monsieur Nelson Fernández**, Directeur de la Division Relations Internationales et Coopération, Mairie de Montevideo, Uruguay prend la parole en remerciant de l'invitation et souhaite partager avec l'audience quelques réflexions sur ce thème qui occupe une grande partie du travail de sa ville. La première réflexion est qu'il y a une brèche entre ce qui est et ce qui devrait être. Sur le devoir être, il est clair que l'action internationale d'une collectivités territoriales doit avoir deux types de coordination :

- avec les gouvernements nationaux
- avec les citoyens, les universités, les chambres de commerces, les différents acteurs qui, d'acteur passifs de cette action deviennent des acteurs actifs lorsque cette action se reflète sur leur qualité et leurs modes de vie.

En Uruguay, pays unitaire avec un régime présidentiel, la majorité des thèmes sont aux mains du gouvernement national : la santé, l'éducation, la défense sont du ressort du gouvernement national, pas de la ville, mais aussi les relations internationales, l'environnement, l'habitat. Cependant, ces éléments influent sur la vie des citoyens et, en Uruguay, plus de la moitié de la population vit dans la capitale et près de 80% vit dans une ville. Comment coordonner ces actions ? En matière de tourisme par exemple, il y a une très bonne coordination entre la capitale et ce que fait le ministère du tourisme, ce qui semble tout à fait raisonnable. Il y a aussi une excellente coordination en matière d'inclusion sociale, ou bien en matière d'habitat. Certains services de santé, d'attention primaire se coordonnent aussi avec ce qui se fait au niveau national. Une autre coordination (qui n'est pas toujours facile) est faite avec le ministère de planification, d'infrastructure. Montevideo est une ville qui est presque autosuffisante, 90% de son budget vient de ressources propres, elle ne reçoit que 10% d'appui du gouvernement national pour son budget. En cette année de l'habitat et de la durabilité, qui s'inscrit dans la décennie de la durabilité, les plans de développement urbain impliquent des coûts qui doivent nécessairement recevoir l'aval du gouvernement national ce qui pose parfois un problème puisque le gouvernement envisage cette question au niveau national : il faut donc discuter avec le gouvernement, ce qui se fera en octobre et continuera d'être fait ensuite car ce n'est pas une question qui se résout en deux mois, mais c'est un travail nécessaire. Dans ce sens, il y a un autre sujet qui est celui de l'autonomie municipale : les actions réalisées par la ville doivent se coordonner avec celles du gouvernement qui doit lui respecter l'autonomie de la ville.

Le projet AL-LAs est un projet efficace qui a permis de faire des consultations à la société civile qui est plus dispersée. En effet, le dialogue entre le maire et le président de la nation peut paraître plus facile (même si parfois ils sont de partis différents et ce n'est pas si simple) car il s'agit d'un échange entre deux personnes. Lorsque la discussion inclut les universités, les chambres de commerce, les compagnies de transport avec la nécessité de démontrer les expériences de la ville et d'apprendre de leurs expériences, la tâche est plus difficile. AL-LAs a donc été un appui pour permettre la réalisation des consultations. Ainsi, le gouvernement actuel de Montevideo qui est en fonction depuis un an, a commencé à travailler sur la méthodologie des « labos citoyens », en travaillant avec les labos de Madrid et de Mexico. Cette méthodologie très intéressante ne

s'applique pas encore au thème de l'internationalisation, mais à d'autres thèmes concrets et il est envisageable, avec plus de maturité, de pouvoir débattre avec les gens comme cela était proposé au début de la séance. Comme le disait Monsieur Zapata : quand le maire va à l'étranger, généralement l'opposition le critique, pourtant ceux accompagnent le maire savent qu'il ne va pas en balade. Ce qui veut peut-être dire que la ville n'a pas su communiquer sur les choses si intéressantes qui sont faites lors de ces déplacements. Pour Monsieur Fernandez, plus d'un million et demi d'habitants de Montevideo ne connaissent pas le projet AL-LAs par exemple, ni ne connaissent la UCCI. Cependant, il y a un an, la ville a réalisé une campagne de publicité sur les lieux d'affichage statiques de la capitale sur l'internationalisation de Montevideo qui a eu un grand impact positif sur la population.

En résumé de son intervention, Monsieur Fernandez souhaite faire ressortir trois points :

- 1) Avoir des actions conjointes à la fois avec le gouvernement national et avec les membres de la société civile ;
- 2) Lutter pour la reconnaissance des collectivités territoriales comme acteurs internationaux ;
- 3) Avoir clairement à l'esprit que les relations internationales n'existent que dans le but d'améliorer la qualité de vie des habitants.

Si ce dernier point n'est pas atteint, l'action doit être revue depuis le début : à la fin de la journée, le travail de la ville doit avoir aidé le citoyen à vivre mieux.

Sur l'action internationale comme décidée par le gouvernement local ou venant de d'autres acteurs du territoire, **Monsieur Jaime Salinas**, Conseiller, Président de la Commission de Coopération et des Relations Internationales, Municipalité Métropolitaine de Lima, Pérou souhaite partager son expérience sur la manière dont la ville de Lima a intégré d'autres acteurs à son action internationale. Au Pérou, et en particulier à Lima, l'action internationale n'est pas un sujet exclusif du gouvernement qu'il soit national ou local, mais il appartient à différents acteurs. Dans le cas péruvien, à la municipalité de Lima la Commission de coopération des relations internationales qu'il préside en tant que conseiller municipal est très récente puisque jusqu'à l'administration actuelle, aucun maire n'avait compris la projection internationale de la ville comme telle. Dans les années 1980-1990 s'est produit la mondialisation des pays, aujourd'hui la

tendance est à l'internationalisation des villes et une ville qui ne s'internationalise pas, qui ne s'ouvre pas au monde et ne commence pas à échanger avec le monde des informations, des expériences, des connaissances et des bonnes pratiques se retrouve à la traîne et ceux qui en souffrent, comme l'a dit Monsieur Fernandez, ce sont les citoyens, qui pourtant méritent de vivre mieux. Selon Monsieur Salinas, le débat ne doit donc plus être : qui doit être le protagoniste du rôle international d'une ville ou son internationalisation ? Puisque tout le monde doit y être associé.

Dans le cas du Pérou et précisément de Lima, dans les années 2000 s'est produit le « boom gastronomique » et Lima est devenue, grâce à l'effort des Péruviens et surtout du secteur privé (les restaurateurs, les chefs) la capitale gastronomique de l'Amérique latine. C'est la conséquence de la promotion de la nourriture péruvienne comme l'une des valeurs de l'identité culturelle du pays de la part d'un groupe d'acteurs organisés. Aujourd'hui, plus encore que le football, c'est la nourriture qui identifie le Pérou. La gastronomie est devenue la principale valeur d'exportation d'image de la ville et de marque-pays, de marque-ville.

Le projet AL-LAs a permis d'initier le processus d'internationalisation de Lima, processus très lent à cause du manque de ressources que connaissent les collectivités territoriales d'autant que les priorités budgétaires des responsables politiques sont plutôt centrées sur les infrastructures que les citoyens réclament et qu'il est difficile d'expliquer au final ce qu'apporte l'action internationale. Monsieur Salinas explique que des citoyens l'interroge sur les bénéfices qu'ils tirent de l'action internationale qu'il met en place et sa réponse est très concrète : la semaine précédente, par exemple, il a eu l'occasion de participer au Forum Urbain International de Moscou, qui a permis pour la première fois à Lima et Moscou d'avoir des relations de quelque type que ce soit. A partir de cette réunion avec le maire de Moscou et son ministre chargé des relations internationales, la ville de Moscou a montré un intérêt énorme pour promouvoir des relations plus resserrées et plus intenses avec Lima et signer un accord de coopération. Cela implique que Lima va pouvoir recevoir une délégation d'investisseurs moscovites et russes au Pérou, à Lima. Ces investisseurs russes, qui ont des ressources et cherchent de nouveaux lieux pour investir mais n'avaient jamais penser à Lima, s'ils décident d'investir dans un hôtel, une entreprise à Lima cela va générer de l'emploi, des impôts sur le travail, plus de revenus pour la ville, une plus grande attractivité pour de nouveaux capitaux au Pérou.

En effet, si un investisseur russe vient, dans un futur proche un investisseur d'Arabie Saoudite, ou de n'importe quel autre pays qui était présent à ce forum est aussi susceptible d'investir à Lima. Cela veut dire que le bénéfice pour une ville, et donc pour ses habitants, se sont des résultats très concrets. Le projet AL-LAs est un autre exemple puisqu'il a permis de réaliser plusieurs visites techniques à Madrid et une convention de coopération intégrale a été signée il y a peu entre la Maire Manuela Carmena et le maire de Lima. Celle-ci va permettre à Lima de recevoir environ 200 000€/an pour développer différents thèmes entre lesquels des projets d'internationalisation. Sans le travail international, Lima ne recevrait pas cet apport. Monsieur Salinas souligne, comme ses collègues, que la coopération n'est pas seulement d'échanger des fonds et que Lima aussi coopère en offrant son patrimoine culturel, son patrimoine archéologique et son expérience sur ces thèmes, ou encore sa notre capacité culinaire et sa gastronomie, sa capacité de gouvernabilité et de gestion qui dans le cas par exemple de la Superintendance d'administration fiscale est exemplaire en Amérique latine car elle a une capacité de collecte très importante ce qui est fondamentale pour une ville.

Pour résumer son propos, Monsieur Salinas affirme que le processus d'internationalisation et d'exposition internationale d'une ville non seulement ne doit pas être entre les mains du gouvernement ni national ni local, mais bien de l'ensemble des habitants. Que cette internationalisation des villes, comme l'affirme AL-LAs, notamment dans la vidéo qui a été visionnée, est et doit être irréversible. Dans le cas de Lima cela passe par des ordonnances municipales afin d'institutionnaliser ce processus pour qu'il n'y ait pas un autre maire qui choisisse de procéder à un retour en arrière, ce qui arrive beaucoup les villes latino-américaines. A Moscou, Monsieur Salinas a rencontré beaucoup de maires, mais aussi des chefs d'entreprises ou urbanistes qui ne savaient pas où était Lima au-delà de ce qu'ils avaient appris à l'école ou ce que faisait Lima, le travail des relations internationales est donc de donner à Lima une place dans le monde, d'exposer la ville. En continuant ce travail dans les cinq, dix ou quinze prochaines années, Monsieur Salinas se dit convaincu que Lima sera entre les dix ou les vingt villes du monde les plus intéressantes où se rendre et à visiter.

Le modérateur profite de la prise de parole de M. Salinas pour saluer une délégation d'élus péruviens présente dans la salle, ainsi qu'une délégation d'élus d'Equateur et les nombreux latino-américains présents dans la salle avec aussi une délégation de la mairie de Sao Paolo qui est actuellement secrétaire de Mercociudades et de l'UCCI mais aussi les représentants de FLACMA, autre réseau de collectivités territoriales d'Amérique latine.

Pour rebondir sur les paroles de M. Salinas qui expliquait que l'action internationale doit être l'affaire de tous sur un territoire, Monsieur Deshayes demande de quelle manière associer tous les acteurs d'un territoire sur ce sujet et comment AL-LAs a pu mettre en place des opérations intéressantes.

Madame Maria Luisa Zapata Trujillo, sous-directrice Gestion de connaissance, Agence de Coopération et Investissement de Medellin et de l'Aire Métropolitaine, Colombie souhaite partager les cinq points appris par la ville de Medellin. Avant tout, elle précise que le contexte de chaque ville joue un rôle important dans la définition de la politique d'internationalisation, de ce que doit signifier l'internationalisation pour la ville. Les cinq points sont :

- 1) La définition de la priorité locale : afin de définir de façon participative et durable les objectifs d'internationalisation de la ville il faut partir pas des priorités locales. Ainsi, Medellin, dans les années 1990 était une ville totalement déconnectée du contexte international, la violence cataloguait la ville comme la plus violente du monde et les gens ne visitaient plus Medellin. Le seul lien avec l'international était la constante mauvaise presse sur la violence dans la ville et les conséquences de celle-ci sur le territoire. Initialement, depuis l'intérieur de Colombie, depuis la ville, ont commencé des dialogues pour permettre de sortir de cette étape avec des décisions conjointes entre plusieurs acteurs comme le secteur privé, les universitaires et la collectivité territoriale qui faisaient partie de différentes commissions pour mettre en place une nouvelle réalité dans la ville de Medellin. Ce contexte a été essentiel sur la manière dont a été instituée la politique internationale de la ville de Medellin qui a toujours été considérée comme une construction participative.

- 2) Une communication permanente, ouverte et transparente : au moment de travailler avec différents acteurs, de mettre en place une politique publique dans une ville (que ce soit d'internationalisation ou autre), la confiance est fondamentale. Medellín s'est imposé un travail important d'explication à la société sur l'utilisation de l'argent : dire au secteur privé, aux citoyens, comment leur efforts ont permis d'investir dans les secteurs les plus vulnérables de la ville, c'est grâce à ce travail qu'une vraie confiance s'est installée permettant que de nouveaux défis soit relevés de façon commune comme les affaires d'internationalisation.
- 3) Mesurer l'impact et les résultats de la politique d'internationalisation sur le territoire : il est important, une fois que les objectifs d'internationalisation et le rôle de chaque acteur en faveur de cette internationalisation, sont clairement définis, de savoir comment mesurer l'impact. Cette évaluation permanente est fondamentale pour ne pas perdre de vue la raison pour laquelle une ville s'internationalise : le développement de la ville de Medellín et l'amélioration de la qualité de vie des habitants.
- 4) Développer des actions extérieures conjointes entre le secteur public, le privé et les universités : le maire est de plus en plus accompagné dans son action extérieure par d'autres acteurs du territoire. Ainsi, selon les sujets de la ville, des leaders d'entreprise de la ville et des investisseurs (même étrangers) participent aux visites du maire. Ces investisseurs étrangers arrivés à Medellín en conséquence de l'internationalisation de la ville cautionnent ces processus puisqu'ils les valident et les valorisent, ce dont Medellín souhaite profiter. Il est très important d'avoir la capacité de réfléchir sur ce qui a eu lieu autour des exercices d'internationalisation : les territoires changent, les défis se renouvellent en permanence et les acteurs de l'action internationale doivent avoir la capacité de s'asseoir à une table et de repenser ces exercices dans la mesure du nécessaire. C'est particulièrement, ce qui a pu être fait grâce aux exercices de AL-LAs qui ont permis de voir qu'il manquait un travail de planification stratégique depuis l'aire métropolitaine qui est l'aire de travail de l'agence de coopération (ACI). Les exercices de dialogue avec les acteurs ont donc été mis en place au niveau de l'aire métropolitaine pour identifier les acteurs sur lesquels s'appuyer le plan

métropolitain n'intégrait pas la très grande quantité de préoccupations qui étaient celles des municipalités. Ces dialogues ont permis d'intégrer par exemple le thème de la sécurité et des droits de l'homme ou du développement économique qui n'était pas compris dans les compétences de l'institution du recteur métropolitain mais qui peuvent être travaillées au niveau des relations internationales.

- 5) Prendre en compte ce qui se fait non seulement à l'extérieur de la municipalité mais aussi ce qui se fait à l'intérieur même du territoire : cela permet de générer de la confiance qui renforce la municipalité au moment de mettre en place une politique d'action internationale.

Le modérateur souligne l'importance de l'évaluation permanente évoquée par Madame Zapata, mais aussi la remise en cause permanente et l'association de différents acteurs qui ne sont pas forcément évidents : les nouveaux investisseurs internationaux arrivés à Medellin grâce à l'action internationale de la ville.

Sur la préparation participative de l'action internationale et l'implication de l'ensemble des acteurs, **Madame Stephania Aleixo de Paula e Silva**, Secrétaire Municipale Attachée aux Relations Internationales, Mairie de Belo Horizonte, Brésil commence par préciser que Belo Horizonte est une ville de 2,5 millions d'habitants incluse dans une région métropolitaine qui en compte 5,2 millions et dans un Etat du Brésil (Minas Gerais) qui compte 20 millions d'habitants. Le défi de l'internationalisation s'y est posé dans les années 1990 et la première grande structure pour les relations internationales de la ville a été créée sous la forme d'un secrétariat aux relations internationales en 2005. En rejoignant AL-LAs en 2013, la ville se trouvait face à une réalité de nombreuses avancées en matière d'internationalisation : elle avait une importante représentation institutionnelle dans les grands espaces politiques. Cependant, sa lacune reposait sur le manque de tradition de la construction participative depuis le bas vers le haut de la politique d'internationalisation. L'expérience d'AL-LAs a été l'opportunité, en se basant sur l'expérience de Medellin, de penser à ce à quoi pouvait servir l'internationalisation. Les parties intéressées par cette construction participative ont été identifiées au sein de la municipalité (pas encore de l'aire métropolitaine) : secteur privé, universités, autres niveaux de gouvernement, pour voir comment travailler de manière participative. Le

travail s'est fait en deux temps. D'abord par des « *workshops* » durant lesquels un certain nombre d'acteurs identifiés (la presse par exemple, le secteur privé, entité de secteur stratégique pour l'économie de Belo Horizonte, les consulats, les chambres de commerce, etc.) étaient rassemblés afin d'expliquer ce qu'ils faisaient au niveau international et de leur présenter ce que faisait la ville, dans quelles régions. Cela permet la construction conjointe d'une vision à moyen et long terme sur l'idéal de l'internationalisation de Belo Horizonte et sur l'apport de chacun à cet idéal. Plusieurs points de vue ont été réunis (grâce à des entretiens plus personnels avec des acteurs spécifiques) et l'une des conclusions était que le chemin était encore long : si les avis divergents selon le secteur, les acteurs de la ville la considèrent comme moyennement voire peu internationalisée. Cependant, la principale réussite est que, alors que la première vision à long terme pour la ville, développée en 2009 ne faisait aucune mention de l'internationalisation, le processus a permis d'inclure dans la proposition faite par le maire en juin un axe clair sur l'internationalisation.

Belo Horizonte est face à un défi énorme d'internationalisation de la ville et de son aire métropolitaine, et AL-LAs a permis de voir où en était le processus, quel était l'objectif, qui pouvait y participer et comment les intégrer pour que le temps politique ne soit pas l'unique temps de l'action internationale, que ce soit une politique d'Etat parce qu'il y a d'autres acteurs impliqués. L'autre défi est de maintenir actif ce processus de vision de Belo Horizonte. L'idée pour cela pourrait être la création d'un « Conseil aux relations internationales » puisqu'il y a une tradition de « Conseils ».

Les Dialogues ont donné la possibilité de créer une vision participative de long terme et proposé défis pour avancer encore plus sur cette voie.

Madame Aleixo propose en conclusion trois points de débat :

- 1) Comment pérenniser le processus de dialogues avec les parties intéressées par l'internationalisation ?
- 2) Comment étendre le processus d'internationalisation d'une ville vers son aire métropolitaine comme l'a fait Medellin par exemple ?
- 3) Comment mettre en place des mécanismes durables pour le financement de ces processus ?

Pour le modérateur, peut être que l'une des façons de répondre à ces trois questions vient de la façon dont on communique avec l'ensemble des acteurs. Sur cette question

de la communication et son innovation auprès des citoyens, **Madame María Lorena Ponce Hernández**, Conseillère de Coopération Internationale, Municipalité du District Métropolitain de Quito, Equateur souhaite partager la stratégie mise en place par sa ville grâce au soutien du projet AL-LAs. La première chose à faire est de faire en sorte que tout le monde au sein de la municipalité comprenne ce concept d'internationalisation de la ville. Quito a fait un énorme travail avec toutes les dépendances municipales pour expliquer la dimension et l'importance du concept. Pour cela, en plus d'expliquer ce qu'est la division de la coopération internationale et ce qu'elle fait, la ville a cherché à savoir ce que faisait chacune des divisions et de voir comment cela s'inscrivait dans une perspective de projection internationale. Cela a été un long travail qui a eu du succès puisque qu'il a permis de montrer la forte relation entre les activités que chacun réalise sur ses différents sujets et ce qu'est la projection internationale. Pour cela, l'un des principaux éléments est voir la communication comme un axe transversale et non pas seulement comme un axe de publicité de ce qui se fait dans la municipalité. Il faut plutôt faire de la communication un outil pour que les citoyens s'approprient la ville dans laquelle ils vivent. Il est important que les citoyens comprennent que leur ville a beaucoup de force qui peuvent se vendre dans le monde, qu'elle prend de la force en se montrant à l'international. Pour cela, il est important de diffuser ces forces et de montrer au citoyen qu'il est encore possible de se renforcer.

Un autre apprentissage de Quito a été l'existence, à l'intérieur même de la municipalité, d'espaces permettant de diffuser tout ce qui se fait et comment se renforcer au niveau international. Dans la municipalité de Quito il existe des administrations zonales qui sont plus proches de différents espaces du district métropolitain de Quito qui a mis en place différents dialogues citoyens dans chacune de ces administrations zonales qui ont permis de traiter tous les points importants qui existent dans ces administrations et les compléter avec un thème de projection internationale. Cela a contribué à remplir deux objectifs : que dans les administrations locales le thème de la projection internationale soit compris ; d'aller du local vers le global c'est à dire établir les besoins dans chacune des administrations zonales et voir comment, depuis la direction des relations internationales il est possible de les renforcer au niveau international. En plus, Quito a établi des alliances avec différentes organisations sur le thème de l'internationalisation comme les universités, les chambres de commerce les industries pour le secteur privé, les

ambassades, le ministère du tourisme, le ministère de la production pour pouvoir renforcer ce que fait la municipalité de Quito.

Madame Ponce rappelle que la ville de Quito est le siège de la conférence sur l'habitat et le développement durable : Habitat III. Ainsi, toutes les activités prévues dans le cadre de cette stratégie de communication pour l'internationalisation de la ville sont inscrites dans le cadre de la conférence Habitat III ce qui permet de compter sur un budget pour mettre en place une stratégie et surtout penser au potentiel de la conférence Habitat III pour Quito par rapport à la quantité de presse internationale présente durant cinq jours. Une stratégie de communication pour Habitat est aussi prévue en lien avec la projection internationale de Quito, et elle sera un succès si les 20 ou 25 000 personnes qui seront présentes dans la ville durant ces 5 jours sont informées de ce qui se fait à Quito en matière de projection internationale.

Enfin, grâce au travail de AL-LAs et ses niveaux de diffusion par les réseaux sociaux, la direction des relations internationales de Quito a mis en place une série d'outils de diffusion au travers les réseaux sociaux comme Twitter, des bulletins et d'autres types d'outils qui permettent d'avoir une relation plus directe avec les citoyens et leur donner une réponse direct à leurs demandes. Ces demandes peuvent être très ponctuelles sur ce qu'est l'internationalisation ou alors prendre la forme propositions d'initiatives qui sont incluent dans la stratégie de communication.

Avant de passer au débat, **Monsieur Eugene Zapata Garesché**, Coordinateur Général du projet AL-LAs, Conseiller International, Direction du Gouvernement de la Ville de Mexico, Mexique souhaitait informer l'assistance qu'AL-LAs travaille actuellement à la systématisation des sept expériences de dialogues citoyens et des stratégies de communication qui ont été appuyées par le projet ces deux dernières années. AL-LAs est sur le point de publier un livre qui rapportera ces expériences, mais aussi un outil multimédia, qui pourra être consulté à la fois sur internet et via mémoire USB, dans lequel toute l'expérience sera mise à disposition de n'importe quelle ville qui souhaiterait se doter d'une politique publique de relations internationales participatives et apprendre des erreurs mais aussi des réussites du projet.

Le modérateur laisse donc la parole à la salle.

Monsieur Jean-François Claverie, de l'Observatoire des changements en Amérique latine de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL), se dit frappé, par rapport au panel de la table, de la brèche qu'il y a entre la conception de l'internationalisation en Amérique latine et en Europe. En Europe, le problème n'est pas l'internationalisation mais un discours (qui n'est pas l'objet du débat du jour) sur le retour des frontières qui, politiquement, va de l'extrême droite à l'extrême gauche et que le vote anglais a mis en exergue. Il y a une brèche entre des villes latino-américaines qui sont demandeuses d'internationalisation pour les raisons évoquées, et, en Europe un retour à une demande de plus de sécurité, de frontières avec un retour aux frontières du passé. Il y a pourtant des métropoles, des grandes villes comme Paris qui sont aussi demandeuses d'international ce qui crée donc même une brèche interne en Europe entre des grandes villes et des métropoles, et la demande de retour aux frontières des petites ou moyennes villes. Cela s'est vu après les dernières élections municipales où des villes, mêmes moyennes, ont supprimés des services de relations internationales et qui ne font pas d'internationalisation. Pour certains quand l'international existe c'est la cerise sur le gâteau, mais il n'y a pas du tout de stratégie comme celles présentées ici. Par rapport à ça, il semblerait que maintenant la coopération soit dans l'autre sens : alors que pendant longtemps le nord apportait au sud, c'est le sud qui, dans ce cas, apporte au nord (à l'Europe).

En réaction, **Monsieur Camus** souligne que cela fait longtemps que la ville de Paris a arrêté de croire que le nord apporte au sud et que le sud n'avait rien à apporter. La ville se place dans une démarche d'échanges de bonnes pratiques, de *benchmarking*, une démarche d'attractivité qui a été l'objet du débat avec l'évocation du rôle des relations internationales dans l'optique d'attirer de nouveaux investisseurs. La ville se place aussi dans cette optique. C'est ce qui fait que Paris a conscience qu'elle est une ville monde et incarne une vision de métropoles qui sont différentes que d'autres villes. Cependant, le contexte budgétaire restreint actuel fait aussi que certaines villes réduisent les budgets de ce qu'elles considèrent comme la cerise sur le gâteau. Pour Paris, l'international n'est pas la cerise sur le gâteau, mais incarne la possibilité d'attirer des investissements, de créer

des emplois, et, non seulement montrer ce qui se fait, mais aussi apprendre de ce que font les autres.

Monsieur Nelson Fernandez souligne que si la conférence s'est attardée sur les villes, il existe en Amérique latine aussi des réseaux qui sont dans un processus de convergence. Ce qui se fait dans les villes ne devrait pas se convertir en une compétence, mais plutôt aider à partager des synergies, et c'est ce que fait AL-LAs, mais aussi l'UCCI, ou encore Mercociudades qui est le réseau de villes le plus dense puisque s'y traite de tous les thèmes dans plus de vingt groupes de discussion. Il reste à sauter le pas, et que ce qui se fait au niveau d'une ville puisse être partagé à toute l'Amérique latine.

Madame Maria Luisa Zapata souligne qu'en Amérique latine, et principalement les villes de AL-LAs ont eu l'attitude d'apprentissage, la volonté d'apprendre d'autres leçons, d'autres expériences, et finalement dans cet agenda ce qui s'est développé c'est un agenda positif de l'internationalisation. Aussi, aucune ville, quelque soit son contexte et ses défis, ne devrait perdre de vue cette disposition et cette attitude d'apprentissage face aux leçons des autres villes. Elle souligne que la ville de Paris a mis en place le budget participatif qui est né au Brésil et s'est aussi développé en Amérique latine. Cette attitude d'apprentissage lui semble primordiale et ne doit pas se perdre.

Monsieur Antonio Zurita, directeur de l'UCCI, voulait envisager un autre thème dans l'agenda de l'action internationale des collectivités territoriales. Il annonce donc qu'en avril de l'an prochain aura lieu à Madrid le premier Forum mondial sur le thème des violences dans la ville. Les violences (au pluriel) parce qu'il n'y a pas qu'une seule violence. Les violences ont une forte expression dans les espaces urbains : violence de genre, xénophobie, violence générée par la brèche entre richesse et pauvreté, violence dans le sport, violence scolaire, agression à l'environnement et les villes peuvent, doivent, promouvoir la culture de la paix pour aborder un comportement des citoyens, mais aussi un comportement institutionnel et des entreprises privées. Ce forum mondial trouvera aussi des alliances avec les leaders religieux du monde : le Vatican a déjà annoncé qu'il participerait. Ce forum s'inscrit dans les initiatives de AL-LAs et est né à l'initiative de la maire de Paris et de la maire de Madrid.

Madame Sarah Hoeflich, de CGLU, qui est partenaire ici, souhaite tout d'abord féliciter la table et souligner que ce qui attire l'attention aujourd'hui sur l'Amérique latine comme continent c'est sa pro-activité. Les intervenants ont montrés que cela change la coopération : la coopération change parce qu'elle réagit à une politique publique propre aux villes qui est en train de grandir. Sur les deux grands défis qui se posent lorsque l'on parle d'intégrer la communauté, on parle de deux secteurs très différents : un les dialogues avec la communauté, Quito a montré que, au final, les bénéfices de la coopération apparaissent au niveau interne à travers la communication sur ces dialogues, et Medellin a montré l'autre exemple de l'attractivité pour le secteur privé qui bénéficie de l'internationalisation, et il semble que Paris s'inscrit aussi dans cette ligne. La coopération ne peut donc pas laisser de côté tout ce qui fait les relations commerciales.

Sa question est la suivante : quel rôle jouent dans ce contexte les ODD ? Pour CGLU c'est le grand cadre, plus important par exemple que l'Agenda urbain, et si l'opportunité que représentent les Dialogues pour évoquer les ODD avec le secteur privé, cela représente une perte. CGLU propose donc son appui, en cas de besoin pour évoquer les ODD dans le cadre des dialogues.

Madame Maria Lorena Ponce, souligne que pour Quito, qui sera le siège de l'Assemblée mondiale de leaders locaux et régionaux, qui aura lieu un jour avant la conférence Habitat, les ODD sont totalement mêlés en prenant en compte qu'ils englobent de très nombreux thème, dont le thème international. Donc, en étant mêlés aux dialogues ils sont bien sur mêlés à la vision de Quito pour les quarante prochaines années.

Pour conclure, le modérateur reprend et souligne la dernière remarque concernant le caractère proactif des collectivités territoriales d'Amérique latine qui pourrait beaucoup inspirer en France pour rénover et redonner du lustre, du souffle à une action internationale parfois mal assumée et avec peu de moyens. Le modérateur conclut en remerciant les intervenants pour leur venue.